A°. 1900.  N°. 34.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT

van den 21n. November 1900,

bepalende de plaatsing in het Publicatie-blad van de verdragen en verklaringen den 29n. Juli 1899 onderteekend op de Internationale Vredesconferentie.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën dd. 11 October ll. Lett. A1. No. 9/220, waaruit blijkt dat de op 29 Juli 1899 ter Internationale Vredesconferentie te 's Gravenhage gesloten verdragen en verklaringen, te weten:

1°. Het verdrag betreffende de wetten en gebruiken van den oorlog te land;

2. Het verdrag betreffende de toepassing op den zeeoorlog van de beginselen van de Conventie van Genève van 22 Augustus 1864;

3°. De verklaring, houdende verbod van het werpen van projectielen of ontplofbare stoffen uit ballons of op dergelijke nieuwe wijzen;

4°. De verklaring, houdende verbod tot beziging van pro-

jectielen met het eenige doel verstikkende of vergiftige gassen te verspreiden ;

5°. De verklaring, houdende verbod tot beziging van kogels, die zich in het menschelijk lichaam gemakkelijk uitzetten of vervormen, zooals kogels met harden mantel, waarvan de mantel niet geheel de kern dekt of van inkervingen voorzien is;

en waarvan de onder 1 en 2 vermelde verdragen bij de wet van 9 Juli 1900 (Staatsbladen Nos. 126 en 125, P. B. No. 33) zijn goedgekeurd, door de Koningin zijn bekrachtigd en dat de nederlegging der akten van bekrachtiging van al de bovenvermelde verdragen en verklaringen heeft plaats gehad te 's Gravenhage den 14n. September 1900, behoudens wat betreft art. 10 van het hierboven onder No. 3 vermelde verdrag dat, ingevolge onderling goedvinden der betrokken staten, door geen hunner wordt bekrachtigd ;

BESLUIT:

Te bepalen dat de genoemde verdragen en verklaringen zullen worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met de daaraan gehechte afdrukken van de tractaten en van de vertaling daarvan in het Publicatie-blad.

Gegeven te Willemstad, den 21n. November 1900.

BARGE.

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

Uitgegeven den 4n. December 1900.

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

CONVENTION CONCERNANT LES LOIS ET COUTUMES DE LA GUERRE SUR TERRE.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis Mexicains; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie

Considérant que, tout en recherchant les moyens de sauvegarder la paix et de prévenir les conflits armés entre les nations, il importe de se préoccuper également du cas où l'appel aux armes serait amené par des évenements que Leur sollicitude n'aurait pu détourner;

Animés du désir de servir encore, dans cette hypothèse extrême, les intérêts de l'humanité et les exigences toujours progressives de la civilisation;

Estimant qu'il importe, à cette fin, de reviser les lois et coutumes générales de la guerre, soit dans le but de les définir avec plus de précision, soit afin d'y tracer certaines limites destinées à en restreindre autant que possible les rigueurs;

S'inspirant de ces vues recommandées aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, lors de la Conférence de Bruxelles de 1874, par une sage et généreuse prévoyance;

Ont, dans cet esprit, adopté un grand nombre de dispositions qui ont pour objet de définir et de régler les usages de la guerre sur terre.

Selon le vues des Hautes Parties contractantes, ces dispositions, dont la rédaction a été inspirée par le désir de diminuer les maux de la guerre, autant que les nécessités militaires le permettent, sont destinées à servir de règle générale de conduite aux belligérants, dans leur rapports entre eux et avec les populations.

Il n'a pas été possible toutefois de concerter dès maintenant des stipulations s'étendant à toutes les circonstances qui se présentent dans la pratique.

D'autre part, il ne pouvait entrer dans les intentions des Hautes Parties Contractantes que les cas non prévus fussent, faute de stipulation écrite, laissées à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées.

En attendant qu'un code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties Contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Elles déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles un et deux du Règlement adopté;

Les Hautes Parties Contractantes désirant conclure une Convention à cet effet ont nommé pour Leur plénipotentiaires, savoir;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Son Excellence le Comte DE MÜNSTER, Prince de Derneburg, Son Ambassadeur à Paris.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Son Excellence le Comte R. DE WELSERSHEIMB, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. ALEXANDRE OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges:

Son Excellence M. AUGUSTE BEERNAERT, Son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants.
M. le Comte DE GRELLE ROGIER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.
M. le Chevalier DESCAMPS, Sénateur.

Sa Majesté le Roi de Danemark:

Son Chambellan FR. E. DE BILLE, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume:

Son Excellence le Duc de TETUAN, Ancien Ministre des Affaires Etrangères.
M. W. RAMIREZ DE VILLA URRUTIA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.
M. ARTHUR DE BAGUER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. STANFORD NEWEL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis Mexicains:

M. DE MIER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.
M. ZENIL, Ministre-Résident à Bruxelles.

Le Président de la République Française.:

M. LÉON BOURGEOIS, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés.
M. GEORGES BIHOURD, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.
M. le Baron D'ESTOURNELLES DE CONSTANT, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes:

Son Excellence le Très Honorable Baron PAUNCEFOTE de

Preston, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington.
Sir HENRY HOWARD, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. N. DELYANNI, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Étrangères, Son Envoyé extroardinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Comte NIGRA, Son Ambassadeur à Vienne, Sénateur du Royaume.
M. le Comte A. ZANNINI, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.
M. le Commandeur GUIDO POMPILJ, Député au Parlement Italien,

Sa Majesté l' Empereur du Japon:

M. I. MOTONO, Son Envoyé exraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

Son Altesse Royale le Grand Duc de Luxembourg, Duc de Nassau:

Son Excellence M. EYSCHEN, Son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal.

Son Altesse le Prince de Monténégro:

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Ambassadeur de Russie à Londres.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le jonkheer A. P. C. VAN KARNEBEEK, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.
M. le Général J. C. C. DEN BEER PORTUGAEL, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat.
M. T. M. C. ASSER, Membre du Conseil d'Etat.
M. E. N. RAHUSEN, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux.

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse :

Son Aide de Camp Général MIRZA RIZA KHAN, arfa-ud-dovleh, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stocholm.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc. :

M. le Comte DE MACEDO, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid.
M. D'ORNELLAS et VASCONCELLOS, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.
M. le Comte DE SELIR, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. ALEXANDRE BELDIMAN, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.
M. JEAN N. PAPINIU, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russsies :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Son Ambassadeur à Londres.
M. DE MARTENS, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Son Conseiller Privé.
Son Conseiller d'Etat Actuel DE BASILY, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères.

Sa Majesté le Roi de Serbie :

M. MIYATOVITCH, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Siam :

M. PHYA SURIYA NUVATR, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Paris.
M. PHYA VISUDDHA SURIYASAKTY, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye et à Londres.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvèg

M. le Baron DE BILDT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:

Son Excellence TURKHAN PACHA, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de Son Conseil d'Etat.

NOURY BEY, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères.

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie:

M. le dr. DIMITRI STANCIOFF, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg.

M. le Major CHRISTO HESSAPTCHIEFF, Attaché Militaire à Belgrade.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au *Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, annexé à la présente Convention.

Article 2.

Les dispositions contenues dans le Règlement visé a l'article premier ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Ces dispositions cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 3.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 4.

Les Puissances non signataires sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 5.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissances qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leur cachets.

Fait à la Haye, le vingt neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiés conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne :

(*l. s.*) MÜNSTER DERNEBURG.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(*l. s.*) WELSERSHEIMB.
(*l. s.*) OKOLICSANYI.

Pour la Belgique :

(*l. s.*) A. BEERNAERT.
(*l. s.*) Cte. DE GRELLE ROGIER.
(*l. s.*) Chr. DESCAMPS.

Pour le Danemark :

(*l. s.*) F. BILLE.

Pour l'Espagne :

(*l. s.*) El Duque de Tetuan.
(*l. s.*) W. R. de Villa Urrutia.
(*l. s.*) Arturo de Baguer.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

(*l. s.*) Stanfgrd Newel.

Pour les Etats-Unis Mexicains :

(*l. s.*) A. de Mier.
(*l. s.*) J. Zenil.

Pour la France :

(*l. s.*) Léon Bourgeois.
(*l. s.*) G. Bihourd.
(*l. s.*) d'Estournelles de Constant.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande :

(*l. s.*) Pauncefote.
(*l. s.*) Henry Howard.

Pour la Grèce :

(*l. s.*) N. Delyanni.

Pour l'Italie :

(*l. s.*) Nigra.
(*l. s.*) A. Zannini.
(*l. s.*) Pompilj.

Pour le Japon :

(*l. s.*) I. Montono.

Pour le Luxembourg :

(*l. s.*) Eyschen.

Pour le Monténégro :

(*l. s.*) Staal.

Pour les Pays-Bas:

(*l. s.*) v. KARNEBEEK.
(*l. s.*) DEN BEER PORTUGAEL.
(*l. s.*) T. M. C. ASSER.
(*l. s.*) E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse:

(*l. s.*) MIRZA RIZA KHAN, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal:

(*l. s.*) Conde DE MACEDO.
(l. s.) AGOSTINHO D'ORNELLAS VASCONCELLOS.
(*l. s.*) Coude DE SELIR.

Pour la Roumanie:

(*l. s.*) A. BELDIMAN.
(*l. s.*) J. N. PAPINIU.

Pour la Russie:

(*l. s.*) STAAL.
(*l. s.*) MARTENS.
(*l. s.*) A. BASILY.

Pour la Serbie:

(*l s.*) CHEDO MIYATOVITCH.

Pour le Siam:

(*l. s.*) PHYA SURIA NUVATR.
(*l. s.*) VISSUDHA.

Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège:

(*l. s.*) BILDT.

Pour la Turquie:

(*l. s.* TURKHAN.
(*l. s.*) MEHEMED NOURY.

Pour le Bulgarie:

(*l. s.*) D. STANCIOFF.
(*l. s.*) Major HESSAPTCHIEFF.

Annexe.

RÈGLEMENT CONCERNANT LES LOIS ET COUTUMES DE LA GUERRE SUR TERRE.

SECTION I. — DES BELLIGÉRANTS.

CHAPITRE I. DE LA QUALITÉ DE BELLIGÉRANT.

Article 1.

Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

1°. d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

2°. d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

3°. de porter les armes ouvertement et

4°. de se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination *d'armée.*

Article 2.

La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article premier, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 3.

Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

CHAPITRE II. — DES PRISONNIERS DE GUERRE.

Article 4.

Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouverne-

ment ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité.

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Article 5.

Les prisionniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, forteresse, camp ou localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au delà de certaines limites déterminées; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable.

Article 6.

L'Etat peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.

Les prisonniers peuvent être autorisés à travailler pour le compte d'administrations publiques ou de particuliers, ou pour leur propre compte.

Les travaux faits pour l'Etat sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée nationale exécutant les mêmes travaux.

Lorsque les trauvaux ont lieu pour le compte d'autres administrations publiques ou pour des particuliers, les conditions en sont réglées d'accord avec l'autorité militaire.

Le salaire des prisonniers contribuera à adoucir leur position, et le surplus leur sera compté au moment de leur libération, sauf défalcation des frais d'entretien.

Article 7.

Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités, pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Article 8.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements, et ordres en vigueur dans l'armée de l'Etat au pouvoir

duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires.

Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passible de peines disciplinaires.

Les prisonniers qui, après avoir réussi à s'évader, sont de nouveau faits prisonniers, ne sont passibles d'aucune peine pour la fuite antérieure.

Article 9.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, s'il est interrogé à ce sujet, ses véritables noms et grade et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Article 10.

Les prisonniers de guerre peuvent être mis en liberté sur parole, si les lois de leur pays les y autorisent, et, en pareil ils sont obligés, sous la garantie de leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant vis-à-vis de leur propre, Gouvernement que vis-à-vis de celui qui les a faits prisonniers les engagements qu'ils auraient contractés.

Dans le même cas, leur propre Gouvernement est tenu de n'exiger ni accepter d'eux aucun service contraire à la parole donnée.

Article 11.

Un prisonnier de guerre ne peut être contraint d'accepter sa liberté sur parole; de même le Gouvernement ennemi n'est pas obligé d'accéder à la demande du prisonnier réclamant sa mise en liberté sur parole.

Article 12.

Tout prisonnier de guerre, libéré sur parole et repris portant les armes contre le Gouvernement envers lequel il s'était engagé d'honneur, ou contre les alliés de celui-ci, perd le droit au traitement des prisonniers de guerre et peut être traduit devant les tribunaux.

Article 13.

Les individus qui suivent une armée sans en faire directe-

ment partie, tels que les correspondants et les reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient.

Article 14.

Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants et, le cas échéant, dans les pays neutres qui auront recueilli des belligérants sur leur territoire, un Bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre. Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétants toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre. Il est tenu au courant des internements et des mutations, ainsi que des entrées dans les hôpitaux et des décès.

Le Bureau de renseignements est également chargé de recueillir et de centraliser tous les objets d'un usage personnel, valeurs, lettres, etc., qui seront trouvés sur les champs de bataille ou délaissés par des prisonniers décédés dans les hôpitaux et ambulances, et de les transmettre aux intéressés.

Article 15.

Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leur agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégues de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.

Article 16.

Les Bureaux de senseignements jouissent de la franchise de port. Les lettres, mandats et articles d'argent, ainsi que les colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expé-

diés par eux, seront affranchis de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre seront admis en franchise de tous droits d'entrée et autres, ainsi que des taxes de transport sur les chemins de fer exploités par l'Etat.

Article 17.

Les officiers prisonniers pourront recevoir le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans cette situation par les règlements de leur pays, à charge de remboursement par leur Gouvernement.

Article 18.

Toute latitude est laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de policie prescrites par l'autorité militaire.

Article 19.

Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou dressés dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée nationale.

On suivra également les mêmes règles en ce qui concerne les pièces relatives à la constatation des décès, ainsi que pour l'inhumation des prisonniers de guerre, en tenant compte de leur grade et de leur rang.

Article 20.

Après la conclusion de la paix, la rapatriement des prisonniers de guerre s'effectuera dans le plus bref délai possible.

CHAPITRE III. — DES MALADES ET DES BLESSÉS.

Article 21.

Les obligations des belligérants concernant le service des malades et des blessés sont régies par la Convention de Genève du 22 août 1864, sauf les modifications dont celle-ci pourra être l'objet.

SECTION II. — DES HOSTILITÉS.

CHAPITRE I. — DES MOYENS DE NUIRE À L'ENNEMI DES SIÈGES ET DES BOMBARDEMENTS.

Article 22.

Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi.

Article 23.

Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment *interdit*:

a. d'employer du poison ou des armes empoisonnées :

b. de tuer ou de blesser par trahison des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie ;

c. de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;

d. de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier ;

e. d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus ;

f. d'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève ;

g. de détruire ou de aisir des propriétes ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

Article 24.

Les ruses de guerre et l'emploi des moyens nécessaires pour se procurer des renseignements sur l'ennemi et sur le terrain sont considérés comme *licites*.

Article 25.

Il est interdit d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Article 26.

Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Article 27.

Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades et de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Le devoir des assiégés est de désigner ces édifices ou lieux de rassemblement par des signes visibles spéciaux qui seront notifiés d'avance à l' assiégeant.

Article 28.

Il est interdit de livrer au pillage même une ville ou localité prise d'assaut.

CHAPITRE II. — DES ESPIONS.

Article 29.

Ne peut être considéré comme espion que l'individu qui, agissant clandestinement ou sous de faux prétextes, recueille ou cherche à recueillir des informations dans la zône d'opérations d'un belligérants, avec l'intention de les communiquer à la partie adverse.

Ainsi les militaires non déguisés qui ont pénétré dans la zône d'opérations de l'armée ennemie, à l'effet de recueillir des informations, ne sont pas considérés comme espions. De même, ne sont considérés pas comme espions : les militaires et les non-militaires, accomplissant ouvertement leur mission, chargés de transmettre des dépêches destinées soit à leur propre armée, soit à l'armée ennemie. A cette catégorie appartiennent également les individus envoyés en ballon pour transmettre les dépêches, et, en général, pour entretenir les

communications entre les diverses parties d'une armée ou d'un territoire.

Article 30.

L'espion pris sur le fait ne pourra être puni sans jugement préalable.

Article 31.

L'espion qui, ayant rejoint l'armée à laquelle il appartient, est capturé plus tard par l'ennemi, est traité comme prisonnier de guerre et n'encourt aucune responsabilité pour ses actes d'espionnage antérieurs.

CHAPITRE III. — DES PARLEMENTAIRES.

Article 32.

Est considéré comme parlementaire l'individu autorisé par l'un des belligérants á entrer en pourparlers avec l'autre et se présentant avec le drapeau blanc. Il a droit à l'inviolabilité ainsi que le trompette, clairon ou tambour, le porte-drapeau et l'interprète qui l'accompagneraient.

Article 33.

Le Chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances.

Il peut prendre toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher le parlementaire de profiter de sa mission pour se renseigner.

Il a le droit, en cas d'abus, de retenir temporairement le parlementaire.

Article 34.

Le parlementaire perd ses droits d'inviolabilité, s'il est prouvé, d'une manière positive et irrécusable, qu'il a profité de sa position privilégiée pour provoquer ou commettre un acte de trahison.

CHAPITRE IV. — DES CAPITULATIONS.

Article 35.

Les capitulations arrêtées entre les parties contractantes doivent tenir compte des règles de l'honneur militaire.

Une fois fixées, elles doivent être scrupuleusement observées par les deux parties.

CHAPITRE V. — DE L'ARMISTICE.

Article 36.

L'armistice suspend les opérations de guerre par un accord mutuel des parties belligérantes. Si la durée n'en est pas déterminée, les parties belligérantes peuvent reprendre en tout temps les opérations, pourvu toutefois que l'ennemi soit averti en temps convenu, conformément aux conditions de l'armistice.

Article 37.

L'armistice peut être général ou local. Le premier suspend partout les opérations de guerre des Etats belligérantes; le second, seulement entre certaines fractions des armées belligérantes et dans un rayon déterminé.

Article 38.

L'armistice doit être notifié officiellement et en temps utile aux autorités compétentes et aux troupes. Les hostilités sont suspendues immédiatement après la notification ou au terme fixé.

Article 39.

Il dépend des parties contractantes de fixer, dans les clauses de l'armistice, les rapports qui pourraient avoir lieu, sur le théâtre de la guerre, avec les populations et entre elles.

Article 40.

Toute violation grave de l'armistice, par l'une des parties donne à l'autre le droit de le dénoncer et même, en cas d'urgence, de reprendre immédiatement les hostilités.

Article 41.

La violation des clauses de l'armistice, par des particuliers agissant de leur propre initiative, donne droit seulement à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées.

SECTION III. — DE L'AUTORITÉ MILITAIRE SUR LE TERRITOIRE DE L'ÉTAT ENNEMI.

Article 42.

Un territoi re est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie.

L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesures de s'exercer.

Article 43.

L'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays.

Article 44.

Il est interdit de forcer la population d'un territoire occupé à prendre part aux opérations militaires contre son propre pays.

Article 45.

Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Article 46.

L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés.

La propriété privée ne peut pas être confisquée.

Article 47.

Le pillage est formellement interdit.

Article 48.

Si l'occupant prélève, dans le territoire occupé, les impôts, droits et péages établis au profit de l'Etat, il le fera, autant que possible, d'après les règles de l'assiette et de la répartition en vigueur, et il en résultera pour lui l'obligation de pourvoir aux frais de l'administration du territoire occupé dans la mesure où le Gouvernement légal y était tenu.

Article 49.

Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire.

Article 50.

Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

Article 51.

Aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsabilité d'un général en chef.

Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur.

Pour toute contribution un reçu sera délivré aux contribuables.

Article 52.

Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant; sinon, elles seront constatées par des reçus.

Article 53.

L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'Etat de nature à servir aux opérations de la guerre.

Le matérial des chemins de fer, les télégraphes de terre, les téléphones, les bateaux à vapeur et autres navires, en dehors des cas régis par la loi maritime, de même que les dépôts d'armes et en général toute espèce de munitions de guerre, même appartenant à des sociétés ou à des personnes privées, sont également des moyens de nature à servir aux opérations de la guerre, mais devront être restitués, et les indemnités seront réglées à la paix.

Article 54.

Le matériel des chemins de fer provenant d'Etats neutres, qu'il appartienne à ces Etats ou à des Sociétés ou personnes privées, leur sera renvoyé aussitôt que possible.

Article 55.

L'Etat occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'État ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

Article 56.

Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant, à l'Etat, seront traités comme la proprieté privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de sembables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie.

SECTION IV. — DES BELLIGÉRANTS INTERNES ET DES BLESSÉS SOIGNÉS CHEZ LES NEUTRES.

Article 57.

L'Etat neutre qui reçoit sur son territoire des troupes appartenant aux armées belligérantes, les internera, autant que possible, loin du théâtre de la guerre.

Il pourra les garder dans des camps, et même les enfermer dans des forteresses ou dans des lieux appropriés à cet effet.

Il décidera si les officiers peuvent être laissés libres en prenant l'engagement sur parole de ne pas quitter le territoire neutre sans autorisation.

Article 58.

A défaut de convention spéciale, l'Etat neutre fournira aux internés les vivres, les habillements et les secours commandés par l'humanité.

Bonification sera faite, à la paix, des frais occasionnés par l'internement.

Article 59.

L'Etat neutre pourra autoriser le passage sur son territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes, sous la réserve que les trains qui les amèneront ne transporteront ni personel ni matériel de guerre. En pareil cas, l'Etat neutre est tenu de prendre les mesures de sûreté et de contrôle nécessaires à cet effet.

Les blessés ou malades amenés dans ces conditions sur le territoire neutre par un des belligérants, et qui appartiendraient à la partie adverse, devront être gardés par l'Etat neutre, de manière qu'ils ne puissent de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Celui-ci aura les mêmes devoirs quant aux blessés ou malades de l'autre armée qui lui seraient confiés.

Article 60.

La Convention de Genève s'applique aux malades et aux blessés internés sur territoire neutre.

VERTALING.

VERDRAG BETREFFENDE DE WETTEN EN GEBRUIKEN VAN DEN OORLOG TE LAND.

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Konining van Pruisen; Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen enz. en Apostolisch Koning van Hongarije; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken; Zijne Majesteit de Koning van Spanje en in HoogstDeszelfs Naam, Hare Majesteit de Koningin Regentes van het Koninkrijk; de President der Vereenigde Staten van Amerika; de President der Vereenigde Mexikaansche Staten; de President van de Fransche Republiek; Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Ierland, Keizerin van Indië; Zijne Majesteit de Koning der Hellenen; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Keizer van Japan; Zijne Koninklijke Hoogheid de Groot-hertog van Luxemburg, Hertog van Nassau; Zijne Hoogheid de Vorst van Montenegro; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; Zijne Keizerlijke Majesteit de Shah van Perzië; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven, enz.; Zijne Majesteit de Koning van Rumenië; Zijne Majesteit de Keizer Aller Russen; Zijne Majesteit de Koning van Servië; Zijne Majesteit de Koning van Siam; Zijne Majesteit de Koning van Zweden en Noorwegen; Zijne Majesteit de Keizer der Ottomanen en Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Bulgarije,

Overwegende dat, hoezeer ook naar de middelen gezocht wordt om den vrede te waarborgen en strijd met de wapenen tusschen de volken te voorkomen, toch ook het geval behoort te worden voorzien, dat gebeurtenissen, die hunne zorg niet mocht hebben kunnen afwenden, het beroep op de wapenen zouden te weeg brengen;

Bezield met het verlangen, ook in dit uiterste geval, de belangen der menschheid en de steeds voortschrijdende eischen der beschaving te dienen;

Oordeelende, dat het te dien einde noodig is de algemeene wetten en gebruiken van den oorlog te herzien, hetzij met het doel deze nauwkeuriger te omschrijven, hetzij om daarin

zekere grenzen te stellen, bestemd om de hardheid er van zooveel mogelijk te beperken ;

Geleid door deze overwegingen, welke thans, evenals vijf en twintig jaren geleden, bij gelegenheid der Conferentie van Brussel van 1874, door eene wijze en edelmoedige voorzorg worden aanbevolen ;

Hebben, in dezen gedachtengang, een groot aantal voorschriften aangenomen, die ten doel hebben de gebruiken van den oorlog te land te omschrijven en te regelen.

Volgens de opvatting der Hooge Contracteerende Partijen, zijn deze voorschriften, bij welker vaststelling de wensch heeft voorgezeten de rampen van den oorlog te verminderen, voor zoover de militaire noodzakelijkheid zulks toelaat, bestemd om tot algemeene gedragsregel te strekken vóór de oorlogvoerenden in hunne betrekkingen tot elkander en tot de bevolkingen.

Het is evenwel niet mogelijk geweest reeds thans voorschriften te beramen, toepasselijk op alle omstandigheden, welke zich in de werkelijkheid voordoen.

Intusschen kon het niet in de bedoeling der Hooge Contracteerende Partijen liggen, dat de niet voorziene gevallen, bij gebreke van eene geschrevene bepaling, zouden zijn overgelaten aan de willekeurige beoordeeling van hen, die de legers aanvoeren.

In afwachting dat een meer volledig wetboek van de wetten van den oorlog kan worden uitgevaardigd, achten de Hooge Coutracteerende Partijen het nuttig te verklaren, dat in de gevallen, welke niet begrepen zijn in de door Haar aangenomen reglementaire bepalingen, de bevolkingen en de oorlogvoerenden verblijven onder de bescherming en de heerschappij der beginselen van het volkenrecht, zooals die voortvloeien uit de tusschen beschaafde volken gevestigde gebruiken, de wetten der menschelijkheid en de eischen van het openbare rechtsbewustzijn.

Zij verklaren, dat met name de artikelen één en twee van het door Haar aangenomen Reglement in dien zin moeten worden opgevat.

De Hooge Contracteerende Partijen, wenschende te dien

einde een Verdrag te sluiten, hebben tot Hare gevolmachtigden benoemd, te weten:

(Zie de namen der gevolmachtigden in den tekst van het Verdrag.)

die, na aan elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent het volgende zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Hooge Contracteerende Partijen zullen aan hunne krijgsmachten te land voorschriften verstrekken, die overeenkomen zullen met het bij dit verdrag gevoegde *Reglement betreffende de wetten en gebruiken van den oorlog te land.*

Artikel 2.

De voorschriften, vervat in het bij artikel één bedoelde Reglement, zijn slechts verbindend voor de contracteerende Mogendheden in geval van oorlog tusschen twee of meer van Haar.

Deze voorschriften zullen ophouden verbindend te zijn van het oogenblik af, waarop in een oorlog tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet-contracteerende Mogendheid zich bij eenen der oorlogvoerenden mocht voegen.

Artikel 3.

Het tegenwoordig Verdrag zal zoo spoedig mogelijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen te 's-Gravenhage nedergelegd worden.

Van het nederleggen van iedere akten van bekrachtiging zal een proces-berbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

Artikel 4.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, kunnen tot het tegenwoordig Verdrag toetreden.

Zij zullen te dien einde hare toetreding moeten te kennen geven aan de contracteerende Mogendheden, door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht tot de Nederlandsche

Regeering en door deze aan alle andere contracteerende Mogendheden medegedeeld.

Artikel 5.

Mocht het gebeuren, dat eene der Hooge Contracteerende Partijen het tegenwoordig Verdrag opzegde, dan zou deze opzegging eerst van kracht worden één jaar na de schriftelijke kennisgeving tot de Nederlandsche Regeering gericht en door deze onmiddellijk aan alle andere contracteerende Mogendheden medegedeeld.

Die opzegging zal slechts van kracht zijn ten aanzien der Mogendheid, die daarvan kennis zal hebben gegeven.

Ter oirkonde waarvan de Gevolmachtigden het tegenwoordige Verdrag hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage, den negen en twintigsten Juli achttienhonderd negen en negentig, in een enkel exemplaar, hetwelk nedergelegd zal blijven in het archief der Nederlandsche Regeering en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afdrukken langs diplomatieken weg aan de contracteerende Mogendheden zullen worden overgemaakt.

(Zie de onderteekeningen onder den tekst van het Verdrag.)

REGLEMENT BETREFFENDE DE WETTEN EN GEBRUIKEN VAN DEN OORLOG TE LAND.

AFDEELING I.

VAN DE OORLOGVOERENDEN.

HOOFDSTUK I.

Van de hoedanigheid van oorlogvoerende.

Artikel 1.

De wetten, de rechten en de verplichtingen van den oorlog zijn niet alleen toepasselijk op het leger maar ook op de militiën en op de vrijwilligers-korpsen, die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1°. aan hun hoofd te hebben een persoon, die verantwoordelijk is voor zijne ondergeschikten;

2°. een vast en op eenigen afstand herkenbaar onderscheidingsteeken te hebben;

3°. de wapenen openlijk te dragen;

4°. zich in hunne handelingen te gedragen naar de wetten en gebruiken van den oorlog.

In de landen, waar het leger geheel of ten deele uit militiën af uit vrijwilligers-korpsen is samengesteld, zijn deze onder de benaming van *leger* begrepen.

Artikel 2.

De bevolking van een niet-bezet gebied, die bij de nadering van den vijand uit eigen beweging de wapenen opneemt om de invallende troepen te bestrijden, zonder den tijd te hebben zich te organiseeren overeenkomstig artikel 1, zal als oorlogvoerende worden beschouwd indien zij de wetten en de gebruiken van den oorlog eerbiedigt.

Artikel 3.

De gewapende machten der oorlogvoerende partijen kunnen bestaan uit strijders en niet-strijders. Ingeval zij door den vijand worden gevangen genomen hebben beiden recht op de behandeling als krijgsgevangenen.

HOOFDSTUK II.

Van de krijgsgevangenen.

Artikel 4.

De krijgsgevangenen zijn in de macht van de vijandelijke Regeering, maar niet van de personen of legerafdeelingen, die hen gevangen hebben genomen.

Zij moeten met menschlievendheid worden behandeld.

Alles wat hun persoonlijk toebehoort, uitgezonderd wapenen, paarden en militaire papieren, blijft hun eigendom.

Artikel 5.

De krijgsgevangenen kunnen worden onderworpen aan in-

terneering in eene stad, vesting, kamp of welke andere plaats ook, onder gehoudenheid zich vandaar niet buiten zekere vastgestelde grenzen te verwijderen; maar zij mogen niet worden opgesloten dan bij wege van onvermijdelijken veiligheidsmaatregel.

Artikel 6.

De Staat kan de krijgsgevangenen tot het verrichten van arbeid bezigen overeenkomstig hun rang of graad en hunne geschiktheid. Deze arbeid zal niet overmatig zijn, en geenerlei verband houden met de krijgsverrichtingen.

De krijgsgevangenen kunnen worden gemachtigd om te arbeiden voor rekening van openbare besturen of van partikulieren, of voor hunne eigene rekening.

De arbeid, voor den Staat verricht, wordt betaald volgens de tarieven geldig voor militairen van het eigen leger, wanneer deze denzelfden arbeid verrichten.

Wanneer de arbeid plaats heeft voor rekening van andere openbare besturen of voor partikulieren, zullen de voorwaarden daarvan worden geregeld in overleg met het militair gezag.

Het arbeidsloon der krijgsgevangenen moet dienen om hun lot te verzachten, en het overschot zal hun worden uitbetaald op het oogenblik van hunne invrijheidstelling, behoudens aftrek van de kosten van onderhoud.

Artikel 7.

De Regeering, in wier macht de krijgsgevangenen zich bevinden, is belast met hun onderhoud.

Bij gebreke van eene bijzondere schikking tusschen de oorlogvoerenden, zullen de krijgsgevangenen, wat voeding, ligging en kleeding betreft, op denzelfden voet behandeld worden als de troepen van de Regeering, die hen gevangen genomen heeft.

Artikel 8.

De krijgsgevangenen zijn onderworpen aan de wetten, reglementen en orders geldende voor het leger van den Staat, in wiens macht zij zich bevinden. Elke daad van insubordinatie wettigt te hunnen opzichte de vereischte dwangmaatregelen.

De ontvluchte krijgsgevangenen, die weder worden gevat, alvorens zij hun eigen leger hebben kunnen bereiken of het gebied, bezet door het leger dat hen heeft gevangen genomen, hebben kunnen verlaten, kunnen disciplinair gestraft worden.

Krijgsgevangenen die, nadat het hun gelukt is te ontkomen, opnieuw krijgsgevangen worden gemaakt, zijn wegens hun vroegere vlucht niet strafbaar.

Artikel 9.

Ieder krijgsgevangene is gehouden, indien hij daaromtrent wordt ondervraagd, zijne ware namen en zijn waren rang of graad op te geven, en ingeval hij in strijd met dezen regel mocht handelen, stelt hij zich bloot aan eene beperking der voorrechten, welke aan de krijgsgevangenen van de categorie waartoe hij behoort, zijn toegestaan.

Artikel 10.

De krijgsgevangenen kunnen op hun eerewoord worden in vrijheid gesteld, indien de wetten van hun land hun zulks veroorloven, en, in zoodanig geval, zijn zij gehouden onder verband van hunne persoonlijke eer, met de meeste nauwgezetheid, zoo tegenover hunne eigene Regeering, als tegenover de Regeering, die hen heeft gevangen genomen, de verplichtingen te vervullen, die zij op zich mochten hebben genomen.

Hunne eigene Regeering is alsdan gehouden aan hun geenerlei dienst te vorderen of aan te nemen, strijdig met het gegeven woord.

Artikel 11.

Een krijgsgevangene kan niet gedwongen worden zijne vrijheid op eerewoord aan te nemen; evenzoo is de vijandelijke Regeering niet verplicht het verzoek in te willigen van den gevangene, die zijne invrijheidstelling op eerewoord verlangt.

Artikel 12.

Ieder krijgsgevangene, op eerewoord in vrijheid gesteld, die weder wordt gevat terwijl hij de wapens draagt tegen de Regeering, jegens welke hij zich op zijne eer verbonden had, of tegen haar bondgenoten, verliest het recht op de behandeling als krijgsgevangene en kan gerechtelijk vervolgd worden.

Artikel 13.

De personen die een leger volgen, zonder daarvan rechtstreeks deel uit te maken, zooals correspondenten en berichtgevers van dagbladen, marketenters, leveranciers, hebben,

indien zij in de macht vallen van den vijand en deze het nuttig oordeelt hen aan te houden; het recht om als krijgsgevangenen te worden behandeld, op voorwaarde, dat zij voorzien zijn van een legitimatie-bewijs van de militaire autoriteit van het leger, dat zij vergezelden.

Artikel 14.

Dadelijk bij den aanvang der vijandelijkheden, wordt in ieder der oorlogvoerende Staten, en in de neutrale landen, bijaldien deze oorlogvoerenden op hun gebied zullen hebben toegelaten, een Bureau van inlichtingen nopens de krijgsgevangenen ingesteld. Dit bureau, belast met de beantwoording van alle navragen hen betreffende, ontvangt van de verschillende bevoegde takken van dienst alle noodige aanwijzingen om het in staat te stellen eene persoonlijke kaart voor elken krijgsgevangene op te maken. Het wordt op de hoogte gehouden van de interneeringen en mutatiën alsmede van de opneming in hospitalen, en van de sterfgevallen.

Het Bureau van inlichtingen is mede belast met het bewaren, bijeenverzamelen en aan de belanghebbenden opzenden van alle voorwerpen van persoonlijk gebruik, geldswaarden, brieven, enz., die op de slagvelden gevonden of door de in de hospitalen en ambulances overleden krijgsgevangenen nagelaten worden.

Artikel 15.

De vereenigingen tot het verstrekken van hulp aan de krijgsgevangenen, welke volgens de wet van hun land regelmatig zijn ingesteld en ten doel hebben de tusschenpersonen te zijn voor het weldadigdheidsbetoon, zullen binnen de perken door de militaire noodzakelijkheid en de administrative regelen gesteld, van de oorlogvoerenden voor zich zelf en voor hunne behoorlijk gemachtigde agenten alle medewerking ontvangen om hunne menschlievende taak doeltreffend te kunnen volbrengen. De afgevaardigden van die vereenigingen zullen kunnen worden toegelaten tot het verstrekken van hulp in de depots van interneering, alsmede op de étappe-plaatsen der gevangenen, die naar hun vaderland terugkeeren, krachtens eene persoonlijke vergunning, afgegeven door de militaire autoriteit, en mits zij zich schriftelijk verbinden zich te onderwerpen aan alle maatregelen van orde en politie welke deze mocht voorschrijven.

Artikel 16.

De Bureaux van inlichtingen genieten vrijdom van port. De brieven, postwissels en geldswaarden, alsmede de postpakketten, bestemd voor de krijgsgevangenen of door hen verzonden, zullen vrijgesteld zijn van alle postheffingen zoowel in de landen van afzending en van bestemming als in de tusschengelegen landen.

De giften en ondersteuningen in natura, voor de krijgsgevangenen bestemd, zullen worden toegelaten vrij van alle invoer- en andere rechten, alsmede van de vrachtkosten op de door den Staat geëxploiteerde spoorwegen.

Artikel 17.

De krijgsgevangen officieren kunnen, indien deze verstrekt wordt, den toeslag op hun traktement ontvangen, die hun in dien toestand door de reglementen van hun land wordt toegekend onder gehoudenheid van terugbetaling door hunne Regeering.

Artikel 18.

Alle vrijheid wordt aan de krijgsgevangenen gelaten voor de uitoefening van hunne godsdienstplichten, daaronder begrepen het bijwonen der godsdienstoefeningen van hunne gezindte, op voorwaarde alleen, dat zij zich gedragen naar de maatregelen van orde en politie door de militaire autoriteit voorgeschreven.

Artikel 19.

De testamenten der krijgsgevangenen worden in bewaring genomen of verleden op dezelfde wijze als voor de militairen van het eigen leger.

Men zal evenzeer dezelfde regelen volgen ten aanzien der stukken betreffende het bewijs van overlijden, alsmede ten aanzien van de ter aardebestelling van de krijgsgevangenen, waarbij met hunnen graad en hunnen rang rekening zal worden gehouden.

Artikel 20.

Na het sluiten van den vrede, zal de terugkeer van de krijgsgevangenen naar hun vaderland binnen den kortst mogelijken tijd moeten geschieden.

HOOFDSTUK III.

Van de zieken en de gewonden

Artikel 21.

De verplichtingen der oorlogvoerenden betreffende de zorg voor de zieken en gewonden worden beheerscht door het Verdrag van Genève van 22 Augustus 1864, behoudens de wijzigingen die dit Verdrag zal kunnen ondergaan.

AFDEELING II.

VAN DE VIJANDELIJKHEDEN.

HOOFDSTUK I.

Van de middelen om den vijand te benadeelen, van de belegeringen en bombardementen.

Artikel 22.

De oorlogvoerenden hebben geen onbegrensd recht ten aanzien van de keuze der middelen om den vijand te benadeelen.

Artikel 23.

Behalve de verbodsbepalingen door bijzondere verdragen vastgesteld, is het met name *ontzegd*:

a. vergift of vergiftigde wapenen te bezigen;

b. personen behoorende tot het vijandelijk volk of leger verraderlijk te dooden of te verwonden;

c. een vijand te dooden of te verwonden die, de wapenen nedergelegd of geen middelen tot verdediging meer hebbende, zich op genade of ongenade heeft overgegeven;

d. te verklaren dat geen kwartier zal worden verleend;

e. wapenen, projectielen of stoffen te bezigen, die noodelooze smarten kunnen veroorzaken;

f. onrechtmatig gebruik te maken van de parlementaire vlag, de nationale vlag of de militaire onderscheidingsteeke-

nen en de uniform van den vijand, alsmede van de onderscheidingsteekenen van het Verdrag van Genève;

g. vijandelijke eigendomen te vernielen of in beslag te nemen, behalve in geval dat vernielen of in beslag nemen door oorolgsnoodzaak gebiedend wordt gevorderd.

Artikel 24.

De krijgslisten en het bezigen van de middelen, noodig om zich inlichtingen te verschaffen nopens den vijand en het terrein worden beschouwd als *geoorloofd.*

Artikel 25.

Het is verboden steden, dorpen, woningen of gebouwen die niet verdedigd worden, aan te vallen of te bombardeeren.

Artikel 26.

De bevelhebber der aanvallende troepen zal, alvorens tot het bombardement over te gaan, en behoudens het geval van een aanval stormenderhand, alles moeten doen, wat van hem afhangt, om de autoriteiten daarvan te verwittigen.

Artikel 27.

Bij de belegeringen en bombardementen moeten alle noodige maatregelen genomen worden om de gebouwen gewijd aan de eerediensten, aan de kunsten, de wetenschappen en aan de weldadigheid, de hospitalen en de plaatsen, waar zieken en gewonden bijeengebracht zijn, zoovel mogelijk te sparen, op voorwaarde, dat zij niet gelijktijdig voor een militair doeleinde worden gebruikt.

Het is de plicht der belegerden die gebouwen of plaatsen van verzameling aan te duiden door bijzondere, goed zichtbare teekenen, die vooraf ter kennis van den belegeraar zullen worden gebracht.

Artikel 28.

Het is verboden zelfs eene stormenderhand genomen stad of plaats aan plundering over te leveren.

HOOFDSTUK II.

Van de spionnen.

Artikel 29.

Als spion kan alleen beschouwd worden de persoon die, heimelijk of onder valsche voorwendsels, in den kring der krijgsverrichtingen van eenen oorlogvoerende inlichtingen inwint of tracht in te winnen, met het oogmerk die aan de tegenpartij mede te deelen.

Alzoo worden de niet vermomde militairen, die in het gebied der krijgsverrichtingen van het vijandelijk leger zijn binnen gedrongen, ten einde inlichtingen in te winnen, niet als spionnen beschouwd. Evenmin worden als spionnen beschouwd : de militairen en de niet-militairen, die, belast met het overbrengen van berichten, welke bestemd zijn hetzij voor hun eigen leger hetzij voor het vijandelijk leger, openlijk hunne opdracht vervullen. Tot deze categorie behooren eveneens zij, die in luchtballons zijn uitgezonden ten einde berichten over te brengen, en, in het algemeen, de gemeenschap tusschen de verschillende deelen van een leger of van een gebied te onderhouden.

Artikel 30.

De op heeterdaad betrapte spion zal niet zonder voorafgaande rechterlijke uitspraak kunnen worden gestraft.

Artikel 31.

De spion die, nadat hij het leger waartee hij behoort weder heeft bereikt, later door den vijand wordt gevat, wordt als krijgsgevangene behandeld en kan voor zijn vroegere daden von spionnage niet meer ter verantwoording worden geroepen.

HOOFDSTUK III.

Van de parlementairen.

Artikel 32.

Als parlementair wordt beschouwd de persoon, die door een der oorlogvoerenden is gemachtigd om met den anderen in onderhandeling te treden en die zich met de witte vlag vertoont. Hij heeft recht op onschendbaarheid evenals de

trompetter, hoornblazer of tamboer, de vaandeldrager en de tolk, die hem mochten vergezellen.

Artikel 33.

De bevelhebber, aan wien een parlementair is afgezonden, is niet verplicht dezen onder alle omstandigheden te ontvangen.

Hij kan alle maatregelen nemen noodig om te beletten dat de parlementair van zijne zending gebruik maakt om zich inlichtingen te verschaffen.

Hij heeft het recht, in geval van misbruik, den parlementair tijdelijk aan te houden.

Artikel 34.

De parlementair verliest zijn recht op onschendbaarheid, indien het stellig en onwederlegbaar bewezen is, dat hij van zijnen bevoorrechten toestand gebruik gemaakt heeft om eenen daad van verraad uit te lokken of te plegen.

HOOFDSTUK IV.

Van de capitulatiën.

Artikel 35.

De capitulatiën, welke tusschen de contracteerende partijen worden gesloten, moeten rekening houden met de regelen van de krijgseer.

Zijn zij eenmaal vastgesteld, dan moeten zij door beide partijen nauwgezet worden nageleefd.

HOOFDSTUK V.

Van den wapenstilstand.

Artikel 36.

De wapenstilstad schorst de krijgsverrichtingen door eene wederkeerige overeenkomst tusschen de oorlogvoerende partijen. Indien de duur van den wapenstilstand niet bepaald is, kunnen de oorlogvoerende partijen ten allen tijde de krijgsverrichtingen hervatten, mits de vijand, overeenkomstig de bepalingen van den wapenstilstand, binnen den afgesproken tijd vooruit gewaarschuwd zij.

Artikel 37.

De wapenstilstand kan algemeen of plaatselijk zijn. De eerste schorst de krijgsverrichtingen der oorlogvoerende Staten overal; de tweede slechts tusschen bepaalde gedeelten der oorlogvoerende legers en binnen een bepaalden kring.

Artikel 38.

De wapenstilstand moet officieel en tijdig aan de bevoegde autoriteiten en aan de troepen worden bekend gemaakt. De vijandelijkheden worden onmiddellijk na de bekendmaking of op het bepaalde tijdstip geschorst.

Artikel 39.

Het hangt van de contracteerende partijen af om in de bepalingen van den wapenstilstand, het verkeer vast te stellen dat op het oorlogstooneel zal mogen plaats hebben met de bevolkingen en tusschen hen onderling.

Artikel 40.

Elke ernstige schennis van den wapenstilstand door eene der partijen geeft aan de andere het recht dien op te zeggen en zelfs, in een dringend geval, de vijandelijkheden onmiddellijk te hervatten.

Artikel 41.

De schennis van de bepalingen van den wapenstilstand door particulieren, die uit eigen beweging handelen, geeft slechts recht om de bestraffing der schuldigen, en, zoo daartoe aanleiding bestaat, schadevergoeding voor de geleden verliezen te vorderen.

AFDEELING III.

VAN HET MILITAIR GEZAG OP HET GRONDGEBIED VAN DEN VIJANDELIJKEN STAAT.

Artikel 42.

Een grondgebied wordt als bezet beschouwd, wanneer het zich feitelijk bevindt onder het gezag van het vijandelijk leger.

De bezetting strekt zich slechts uit over die deelen van het

grondgebied waar dit gezag gevestigd en in staat is zich te doen gelden.

Artikel 43.

Wanneer het gezag van de wettelijke overheid feitelijk is overgegaan in handen van dengene, die het gebied heeft bezet, zal deze alle maatregelen nemen, die in zijn vermogen staan, ten einde voor zooveel mogelijk de openbare orde en het openbaar leven te herstellen en te verzekeren en zulks, behoudens volstrekte verhindering, met eerbiediging van de in het land geldende wetten.

Artikel 44.

Het is verboden de bevolking van een bezet gebied te dwingen deel te nemen aan de krijgsverrichtingen tegen haar eigen land.

Artikel 45.

Het is verboden de bevolking van een bezet gebied te noodzaken trouw te zweren aan de vijandelijke mogendheid.

Artikel 46.

De eer en de rechten van het gezin, het leven der personen en de bijzondere eigendom, alsmede de godsdienstige overtuigingen en de uitoefening van de eerediensten moeten worden geëerbiedigd.

De bijzondere eigendom kan niet worden verbeurd verklaard.

Artikel 47.

Plundering is uitdrukkelijk verboden.

Artikel 48.

Indien de bezetter in het bezet grondgebied de belastingen, rechten en tollen heft, ten bate van den Staat vastgesteld, zal hij dit, zooveel mogelijk, doen volgens de geldende regelen voor de grondslagen en de verdeeling en zal daaruit voor hem de verplichting voortvloeien om te voorzien in de kosten van het bestuur van het bezette gebied in dezelfde mate, als de wettelijke Regeering daartoe verplicht was.

Artikel 49.

Indien, buiten en behalve de belastingen in het vorig artikel

bedoeld, de bezetter in het bezette grondgebied andere heffingen in geld doet, zal dit slechts kunnen geschieden ter voorziening in de behoeften van het leger of van het bestuur van dat grondgebied.

Artikel 50.

Geenerlei gemeenschappelijke straf, in geld of van anderen aard, zal mogen worden uitgevaardigd tegen de bevolkingen op grond van persoonlijke handelingen, waarvoor zij in haar geheel niet als hoofdelijk aansprakelijk zouden kunnen worden beschouwd.

Artikel 51.

Geene heffing zal geschieden dan krachtens een schriftelijk bevel en onder verantwoordelijkheid van een bevelvoerenden generaal.

De heffing zal, voor zooveel mogelijk, geschieden naar de regels geldende voor de grondslagen en de verdeeling der bestaande belastingen.

Voor elke betaling zal een ontvangbewijs aan de belastingplichtigen worden uitgereikt.

Artikel 52.

Requisitiën in natura en persoonlijke diensten zullen van de gemeenten of van de bewoners niet kunnen worden geëischt dan ter voorziening in de behoeften van het bezettingsleger. Zij moeten in verhouding staan tot de hulpmiddelen van het land en van dien aard zijn, dat zij voor de bevolkingen niet de verplichting medebrengen om aan de krijgsverrichtingen tegen haar vaderland deel te nemen.

Deze requisitiën en deze diensten zullen slechts met machtiging van den bevelhebber in de bezette plaats worden gevorderd.

De leveringen in natura zullen, voor zooveel mogelijk, dadelijk worden betaald; kan dat niet geschieden, dan zullen zij door ontvangbewijzen gestaafd worden.

Artikel 53.

Het leger, dat een gebied bezet, zal slechts in bezit kunnen nemen het gereede geld, de fondsen en de invorderbare waarden, die aan den Staat toebehooren, de wapendepôts, vervoermiddelen, magazijnen en voorraden, en, in het algemeen, alle roerende eigendommen van den Staat, die van zoodanigen aard zijn, dat zij voor de krijgsverrichtingen kunnen dienen.

Het spoorwegmaterieel, de landtelegraphen en de telephonen, de stoombooten en andere vaartuigen, behalve die, waarop het zeerecht van toepassing is, evenals de wapendepôts en in het algemeen elk soort van oorlogsmunitie, zelfs toebehoorende aan partikuliere vereenigingen of personen, zijn eveneens middelen, die ten dienste van de krijgsverrichtingen kunnen strekken, maar zullen moeten worden teruggegeven en de vergoedingen zullen bij den vrede worden geregeld.

Artikel 54.

Het spoorwegmaterieel herkomstig van neutrale Staten, hetzij dit aan die Staten of aan particuliere maatschappijen of personen toebehoort, zal aan dezen zoodra mogelijk worden teruggezonden.

Artikel 55.

De Staat, die een gebied bezet heeft, zal zich slechts beschouwen als beheerder en vruchtgebruiker der openbare gebouwen, onroerende eigendommen, bosschen en landbouwondernemingen, welke aan den vijandelijken Staat behooren en zich in de bezette landstreek bevinden. Hij moet het grondkapitaal dier eigendommen in zijn geheel laten en die overeenkomstig de regelen van het vruchtgebruik beheeren.

Artikel 56.

De eigendommen der gemeenten, die der inrichtingen gewijd aan openbare eerediensten, aan weldadigheid en aan het onderwijs, aan de kunsten en wetenschappen, ook al behooren deze aan den Staat, zullen worden behandeld op gelijken voet als het particuliere eigendom.

Alle inbeslagneming, opzettelijke vernieling of beschadiging van dergelijke inrichtingen, van geschiedkundige monumenten, van werken van kunst of wetenschap is verboden en moet worden vervolgd.

AFDEELING IV.

VAN DE BIJ NEUTRALEN GEINTERNEERDE OORLOGVOERENDEN EN VERPLEEGDE GEWONDEN.

Artikel 57.

De neutrale Staat, die op zijn grondgebied troepen toelaat, tot de oorlogvoerende legers behoorende, zal deze, voor zoo-

veel mogelijk, ver van het oorlogstooneel verwijderd inter neeren.

Hij zal hen kunnen doen bewaken in kampen en zelfs hen opsluiten in vestingen of in daarvoor geschikte plaatsen.

Hij zal beslissen of de officieren vrijgelaten kunnen worden, mits zich op hun eerewoord verbindende het neutrale grondgebied niet zonder verlof te verlaten.

Artikel 58.

Bij gebreke van eene bijzondere overeenkomst, zal de neutrale Staat aan de geïnterneerden de levensmiddelen, de kleeding en de hulp verschaffen door de menschlievendheid geboden.

Bij den vrede zullen de door de interneering veroorzaakte kosten worden vergoed.

Artikel 59.

De neutrale Staat kan den doortocht van gewonden en zieken, tot de oorlogvoerende legers behoorende, over zijn gebied toestaan onder voorbehoud, dat de treinen, die hen zullen aanbrengen, noch oorlogspersoneel noch oorlogsmaterieel zullen vervoeren. In zoodanig geval is de neutrale Staat verplicht de ter zake vereischte maatregelen van veiligheid en toezicht te nemen.

De gewonden of zieken die onder deze voorwaarden door eenen der oorlogvoerenden op het neutrale grondgebied zijn gebracht en tot de tegenpartij mochten behooren, zullen door den neutralen Staat moeten onder bewaring worden gesteld, zóó dat zij niet opnieuw kunnen deelnemen aan de krijgsverrichtingen. Deze zal dezelfde plichten hebben ten aanzien van de gewonden of zieken van het andere leger, die hem toevertrouwd mochten zijn.

Artikel 60.

Het Verdrag van Genève is toepasselijk op de zieken en gewonden, die op neutraal grondgebied zijn geïnterneerd.

Behoort bij het Besluit van den 21n. November 1900, No. 747, (P. B. No. 34).

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

CONVENTION POUR L'ADAPTATION À LA GUERRE MARITIME DES PRINCIPES DE LA CONVENTION DE GENÈVE DU 22 AOÛT 1864.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté l'Empereur de Chine; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son Nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président des Etats-Unis Mexicains; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau; Son Altesse le Prince de Monténégro; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves etc.; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Siam; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral Suisse; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie

Egalement animés du désir de diminuer autant qu'il dépend d'eux les maux inséparables de la guerre et voulant dans ce but adapter à la guerre maritime les principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, ont résolu de conclure une Convention à cet effet;

Ils ont en conséquence nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Son Excellence le Comte DE MÜNSTER, Prince de Derneburg, Son Ambassadeur à Paris.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Son Excellence le Comte R. DE WELSERSHEIMB, Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

M. ALEXANDRE OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Excellence M. AUGUSTE BEERNAERT, Son Ministre d'Etat, Président de la Chambre des Représentants.
M. le Comte DE GRELLE ROGIER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.
M. le Chevalier DESCAMPS, Sénateur.

Sa Majesté l'Empereur de Chine :

M. YANG YÜ, Son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Petersbourg.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

Son Chambellan FR. E. DE BILLE, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et en Son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume :

Son Excellence le Duc de TETUAN, Ancien Ministre des Affaires Etrangères.
M. W. RAMIREZ DE VILLA URRUTIA, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.
M. ARTHUR DE BAGUER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. STANFORD NEWEL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Le Président des Etats-Unis Mexicains :

M. DE MIER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.
M. ZENIL, Ministre-Résident à Bruxelles.

Le Président de la République Française. :

M. LÉON BOURGEOIS, Ancien Président du Conseil, An-

cien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de la Chambre des Députés.

M. GEORGES BIHOURD, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Baron D'ESTOURNELLES DE CONSTANT, Ministre plénipotentiaire, Membre de la Chambre des Députés.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes :

Sir HENRY HOWARD, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. N. DELYANNI, Ancien Président du Conseil, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Son Excellence le Comte NIGRA, Son Ambassadeur à Vienne, Sénateur du Royaume.

M. le Comte A. ZANNINI, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

M. le Commandeur GUIDO POMPILJ, Député au Parlement Italien.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. I. MOTONO, Son Envoyé exraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

Son Altesse Royale le Grand Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

Son Excellence M. EYSCHEN, Son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement Grand-Ducal.

Son Altesse le Prince de Monténégro :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel DE STAAL, Ambassadeur de Russie à Londres.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. le jonkheer A. P. C. VAN KARNEBEEK, Ancien Ministre

des Affaires Etrangères, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux.

M. le Général J. C. C. den Beer Portugael, Ancien Ministre de la Guerre, Membre du Conseil d'Etat.

M. T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat.

M. E N. Rahusen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux.

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse :

Son Aide de Camp Général Mirza Riza Khan, arfa-uddovleh, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Stocholm.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc.:

M. le Comte de Macedo, Pair du Royaume, Ancien Ministre de la Marine et des Colonies, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Madrid.

M. d'Ornellas et Vasconcellos, Pair du Royaume, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg.

M. le Comte de Selir, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Alexandre Beldiman, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

M. Jean N. Papiniu, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye.

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies :

Son Excellence M. le Conseiller Privé Actuel de Staal, Son Ambassadeur à Londres.

M. de Martens, Membre Permanent du Conseil du Ministère Impérial des Affaires Etrangères, Son Conseiller Privé.

Son Conseiller d'Etat Actuel de Basily, Chambellan, Directeur du Premier Département du Ministère Impérial des Affaires Etrangères.

Sa Majesté le Roi de Serbie:

M. Miyatovitch, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres et à la Haye.

Sa Majesté le Roi de Siam :

M. PHYA SURIYA NUVATR, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à St. Pétersbourg et à Paris.

M. PHYA VISUDHA SURIYASAKTY, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Haye et à Londres.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège :

M. le Baron DE BILDT, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Rome.

Le Conseil Fédéral Suisse :

M. le Dr. ARNOLD ROTH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin.

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans :

Son Excellence TURKHAN PACHA, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Membre de Son Conseil d'Etat.

NOURY BEY, Secrétaire-Général au Ministère des Affaires Etrangères.

Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie :

M. le dr. DIMITRI STANCIOFF, Agent Diplomatique à St. Pétersbourg.

M. le Major CHRISTO HESSAPTCHIEFF, Attaché Militaire à Belgrade.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les bâtiments-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les bâtiments construits ou aménagés par les Etats spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, et dont le noms auront été communiqués, à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage, aux Puissances belligérantes, sont respectés et ne peuvent être capturés pendant la durée des hostilités.

Ces bâtiments ne sont pas non plus assimilés aux navires de guerre au point de vue de leur séjour dans un port neutre.

Article 2.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés de secours officiellement reconnues, sont également respectés et exempts de capture, si la Puissance belligérante dont ils dépendent, leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms à la Puissance adverse à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Ces navires doivent être porteurs d'un document de l'autorité compétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ final.

Artikel 3.

Les bâtiments hospitaliers, équipés en totalité ou en partie aux frais des particuliers ou des sociétés officiellement reconnues de pays neutres, sont respéctés et exempts de capture, si la Puissance neutre dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et en a notifié les noms aux Puissances belligérantes à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant toute mise en usage.

Artikel 4.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 1, 2 et 3, porteront secours et assistance aux blessés, malades et naufragés des belligérants sans distinction de nationalité.

Les Gouvernements s'engagent à n'utiliser ces bâtiments pour aucun but militaire.

Ces bâtiments ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et après le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Les belligérants auront sur eux le droit de contrôle et de visite ; ils pourront refuser leur concours, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée et mettre à bord un commissaire, même les détenir, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Autant que possible, les belligérants inscriront, sur le journal de bord des bâtiments hospitaliers les ordres qu'ils leur donneront.

Article 5.

Les bâtiments-hôpitaux militaires seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale verte d'un mètre et demi de largeur environ.

Les bâtiments qui sont mentionnés dans les articles 2 et 3, seront distingués par une peinture extérieure blanche avec une bande horizontale rouge d'un mètre et demi de largeur environ.

Les embarcations des bâtiments qui viennent d'être mentionnés, comme les petits bâtiments qui pourront être affectés au service hospitalier, se distingueront par une peinture analogue.

Tous les bâtiments hospitaliers se feront reconnaître en hissant, avec leur pavillon national, le pavillon blanc à croix rouge prévu par la Convention de Genève.

Article 6.

Les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais ils restent éxposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Article 7.

Le personnel religieux, médical et hospitalier de tout bâtiment capturé est inviolable et ne peut être fait prisonnier de guerre. Il emporte, en quittant le navire, les objets et les instruments de chirurgie qui sont sa propriété particulière.

Ce personnel continuera à remplir ses fonctions tant que cela sera nécessaire et il pourra ensuite se retirer lorsque le commandant en chef le jugera possible.

Les belligérants doivent assurer à ce personnel tombé entre leurs mains la jouissance intégrale de son traitement.

Article 8.

Les marins et les militaires embarqués blessés ou malades, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront protégés et soignés par les capteurs.

Article 9.

Sont prisonniers de guerre les naufragés, blessés ou malades, d'un belligérant qui tombent au pouvoir de l'autre. Il appartient à celui-ci de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de sa nation, sur un port neutre ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 10. *)

Les naufragés, blessés ou malades, qui sont débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Etats belligérants, être gardés par l'Etat neutre de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par l'Etat dont relèvent les naufragés, blessés ou malades.

Article 11.

Les règles contenues dans les articles ci-dessus ne sont obligatoires que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Les dites règles cesseront d'être obligatoires du moment où, dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Article 13.

Les Puissances non signataires, qui auront accepté la Convention de Genève du 22 août 1864, sont admises à adhérer à la présente Convention.

Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Article 14.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dé-

---

*) Bovenstand artikel 10 is met onderling goedvinden der betrokken Staten door geen hunner bekrachtigd.

nonçât la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leur cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne:

(*l. s.*) MÜNSTER DERNEBURG. } Sous réserve de l'article X.

Pour l'Autriche-Hongrie:

(*l. s.*) WELSERSHEIMB.
(*l. s.*) OKOLICSANYI.

Pour la Belgique:

(*l. s.*) A. BEERNAERT.
(*l. s.*) Cte. DE GRELLE ROGIER.
(*l. s.*) Chr. DESCAMPS.

Pour la Chine:

(*l. s.*) YANG YÜ.

Pour le Danemark:

(*l. s.*) F. BILLE.

Pour l'Espagne:

(*l. s.*) EL Duque DE TETUAN.
(*l. s.*) W. R. DE VILLA URRUTIA.
(*l. s.*) ARTURO DE BAGUER.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

(*l. s.*) STANFORD NEWEL. } Sous réserve de l'article X.

Pour les Etats-Unis Mexicains:

(*l. s.*) A. DE MIER.
(*l. s.*) J. ZENIL.

Pour la France:

(*l. s.*) LÉON BOURGEOIS.
(*l. s.*) G. BIHOURD.
(*l. s.*) D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande:

(*l. s.*) HENRY HOWARD. } Sous réserve de l'article X.

Pour la Grèce:

(*l. s.*) N. DELYANNI.

Pour l'Italie:

(*l. s.*) NIGRA.
(*l. s.*) A. ZANNINI.
(*l. s.*) POMPILJ.

Pour le Japon:

(*l. s.*) I. MONTONO.

Pour le Luxembourg:

(*l. s.*) EYSCHEN.

Pour le Monténégro:

(*l. s.*) STAAL.

Pour les Pays-Bas:

(*l. s.*) v. KARNEBEEK.
(*l. s.*) DEN BEER PORTUGAEL.
(*l. s.*) T. M. C. ASSER.
(*l. s.*) E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse:

(*l. s.*) MIRZA RIZA KHAN, Arfa-ud-Dovleh.

Pour le Portugal:

(*l. s.*) Conde DE MACEDO.
(l. s.) AGOSTINHO D'ORNELLAS VASCONCELLOS.
(*l. s.*) Conde DE SELIR.

Pour la Roumanie:

(*l. s.*) A. BELDIMAN.
(*l. s.*) J. N. PAPINIU.

Pour la Russie:

(*l. s.*) STAAL.
(*l. s.*) MARTENS.
(*l. s.*) A. BASILY.

Pour la Serbie:

(*l. s.*) CHEDO MIYATOVITCH.

Pour le Siam:

(*l. s.*) PHYA SURIA NUVATR.
(*l. s.*) VISSUDHA.

Pour les Royaumes Unis de Suède et de Norvège:

(*l. s.*) BILDT.

Pour la Suisse:

(*l. s.*) ROTH.

Pour la Turquie:

(*l. s.* TURKHAN.
(*l. s.*) MEHEMED NOURY. } Sous réserve de l'article X.

Pour le Bulgarie:

(*l. s.*) D. STANCIOFF.
(*l. s.*) Major HESSAPTCHIEFF.

VERTALING.

VERDRAG NOPENS DE TOEPASSING OP DEN ZEE-OORLOG VAN DE BEGINSELEN DER CONVENTIE VAN GENÈVE VAN 22 AUGUSTUS 1864.

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen; Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van Bohemen enz. en Apostolisch Koning van Hongarije; Zijne Majesteit de Koning der Belgen; Zijne Majesteit de Keizer van China; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken; Zijne Majesteit de Koning van Spanje en in HoogstDeszelfs Naam, Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk; de President der Vereenigde Staten van Amerika; de President der Vereenigde Mexikaansche Staten; de President van de Fransche Republiek; Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland, Keizerin van Indië; Zijne Majesteit de Koning der Hellenen; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Keizer van Japan; Zijne Koninklijke Hoogheid de Groot-hertog van Luxemburg, Hertog van Nassau; Zijne Hoogheid de Vorst van Montenegro; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; Zijne Keizerlijke Majesteit de Shah van Perzië; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven, enz.; Zijne Majesteit de Koning van Rumenië; Zijne Majesteit de Keizer aller Russen; Zijne Majesteit de Koning van Servië; Zijne Majesteit de Koning van Siam; Zijne Majesteit de Koning van Zweden en Noorwegen; de Zwitsersche Bondsraad; Zijne Majesteit de Keizer der Ottomanen en Zijne Koninklijke Hoogheid de Vorst van Bulgarije,

Gelijkelijk bezield met den wensch om, voor zoover van hen afhangt, de van den oorlog onafscheidelijke rampen te verminderen en met dat doel de beginselen der Conventie van Genève van 22 Augustus 1864 op den zeeoorlog willende toepassen, hebben besloten te dien einde een Verdrag te sluiten;

Hebben zij derhalve tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten:

(Zie de namen der gevolmachtigden in den tekst van het Verdrag.)

die, na aan elkander hunne volmachten te hebben medegedeeid, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De militaire hospitaal-schepen, waaronder te verstaan de schepen door de Staten gebouwd of ingericht in 't bijzonder en uitsluitend met het doel om hulp te verleenen aan de gewonden, zieken en schipbreukelingen, en waarvan de namen aan de oorlogvoerende mogendheden zullen zijn medegedeeld bij den aanvang of in den loop der vijandelijkheden, in ieder geval vóór eenige ingebruikstelling, worden geëerbiedigd en kunnen gedurende de vijandelijkheden niet worden prijs gemaakt.

Evenmin worden die schepen, met betrekking tot hun verblijf in eene neutrale haven, gelijkgesteld met oorlogsschepen.

Artikel 2.

De hospitaal-schepen, geheel of ten deele uitgerust op kosten van partikulieren of van officieel erkende vereenigingen tot hulpbetoon, worden eveneens geëerbiedigd en zijn niet onderhevig aan prijsmaking, indien de oorlogvoerende Mogondheid, waartoe zij behooren, hun eenen officieelen lastbrief heeft verstrekt en hunne namen ter kennis heeft gebracht van de tegenpartij bij den aanvang of in den loop der vijandelijkheden, in ieder geval vóór eenige ingebruikstelling.

Die schepen moeten voorzien zijn van een stuk, afkomsitg van de bevoegde overheid, verklarende dat zij gedurende hunne uitrusting en bij hun eindvertrek aan haar toezicht onderworpen zijn geweest.

Artikel 3.

De hospitaal-schepen, geheel of ten deele uitgerust op kosten van partikulieren of van officiëel erkende vereenigingen van neutrale landen, worden geëerbiedigd en zijn niet onderhevig aan prijsmaking, indien de neutrale Mogendheid, waartoe zij behooren, hun eenen officiëelen lastbrief heeft verstrekt en hunne namen ter kennis heeft gebracht van de oorloogvoerende Mogendheden bij den aanvang of in den loop der vijandelijkheden, in ieder geval vóór elke ingebruikstelling.

Artikel 4.

De schepen, die vermeld zijn in de artikelen 1, 2 en 3 zul-

len hulp en bijstand verleenen aan de gewonden, zieken en schipbreukelingen der oorlogvoerenden zonder onderscheid van nationaliteit.

De Regeeringen verbinden zich om die schepen voor geenerlei oorlogsdoeleinde te gebruiken.

Die schepen mogen de bewegingen der strijdenden op geenerlei wijze belemmeren.

Gedurende en na den strijd zullen zij op eigen risico en gevaar handelen.

De oorlogvoerenden zullen te hunnen opzichte het recht hebben van toezicht en van doorzoeking; zij zullen hunne medewerking kunnen weigeren, hun kunnen gebieden zich te verwijderen, hun een bepaalden koers kunnen voorschijnen en eenen commissaris aan boord kunnen plaatsen, zelfs hen kunnen aanhouden, indien de ernst der omstandigheden het mocht vorderen.

De oorlogvoerenden zullen, zooveel mogelijk, in het scheepsjournaal der hospitaal-schepen de bevelen inschrijven welke zij hun zullen geven.

Artikel 5.

De militaire hospitaal-schepen zullen worden onderscheiden door eene witte buitenbeschildering met eenen horizontalen groenen gang van ongeveer anderhalven meter breedte.

De schepen, die vermeld zijn in de artikelen 2 en 3, zullen worden onderscheiden door eene witte buitenbeschildering met eenen horizontalen rooden gang van ongeveer anderhalven meter breedte.

De sloepen der zoo even vermelde schepen, evenals kleine vaartuigen voor den hospitaaldiest bestemd, zullen zich onderscheiden door eene dergelijke beschildering.

Alle hospitaal-schepen zullen zich kenbaar maken door, behalve hunnen nationale vlag, de witte vlag met rood kruis, voorgeschreven door de Conventie van Genève, te hijschen.

Artikel 6.

De neutrale koopvaardijschepen, jachten of sloepen, welke gewonden, zieken of schipbreukelingen der oorlogvoerenden aan boord hebben of bezig zijn die aan boord te nemen, kunnen niet prijs gemaakt worden wegens het feit van dit vervoer, maar zij blijven onderhevig aan prijsmaking wegens eenigerlei schending der onzijdigheid, waaraan zij zich schuldig gemaakt mochten hebben.

Artikel 7.

Het geestelijk, geneeskundig en hospitaal-personeel van ieder prijs gemaakt schip is onschendbaar en kan niet krijgsgevangenen gemaakt worden. Bij het verlaten van het schip neemt dit personeel de voorwerpen en heelkundige instrumenten, welke zijn bijzonder eigendom zijn mede.

Dat personeel zal voortgaan zijne functiën waar te nemen zoolang zulks noodig zal zijn en het zal zich vervolgens kunnen verwijderen, wanneer de opperbevelhebber het mogelijk zal oordeelen.

De oorlogvoerenden moeten aan dat in hunne handen gevallen personeel het volle genot van zijn traktement verzekeren.

Artikel 8.

De zich aan boord bevindende gewonde of zieke zeelieden en militairen, onverschillig tot welke natie zij behooren, zullen door de nemers beschermd en verzorgd worden.

Artikel 9.

De schipbreukelingen, gewonden of zieken van eenen oorlogvoerende, welke in de handen vallen van den ander, zijn krijgsgevangenen. Aan dezen laatste staat het vrij, naar gelang der omstandigheden, te beslissen, of hij hen wil houden, hen zenden naar een haven van zijnen Staat, naar eene neutrale haven of zelfs naar eene haven van de tegenpartij. In het laatste geval mogen de aldus aan hun land teruggegeven gevangenen gedurende den oorlog niet dienen.

Artikel 10. *)

De schipbreukelingen, gewonden of zieken, die, met toestemming van de plaatselijke overheid, in eene neutrale haven worden ontscheept, moeten, behoudens eene schikking in tegenovergestelden zin van den neutralen Staat met de oorlogvoerende Staten, op zoodanige wijze door den neutralen Staat bewaakt worden, dat zij niet op nieuw deel kunnen nemen aan de krijgsverrichtingen.

De hospitaalkosten en die voor de interneering zullen gedragen worden door den Staat, tot welken de schipbreukelingen, gewonden of zieken behooren.

---

*) Bovenstaand artikel 10 is met onderling goedvinden der betrokken Staten door geen hunner bekrachtigd.

Artikel 11.

De voorschriften, vervat in de vorenstaande artikelen, zijn slechts verbindend voor de contracteerende Mogendheden, ingeval van oorlog tusschen twee of meer van Haar.

Die voorschriften zullen ophouden verbindend te zijn van het oogenblik af, waarop in een oorlog tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet-contracteerende Mogendheid zich bij eenen der oorlogvoerende mocht voegen.

Artikel 12.

Het tegenwoordig Verdrag zal zoo spoedig mogelijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen te 's-Gravenhage nedergelegd worden.

Van het nederleggen van iedere akten van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een voor eensluidend gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

Artikel 13.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, en de Conventie van Genève van 22 Augustus 1864 aangenomen zullen hebben, kunnen tot het tegenwoordig Verdrag toetreden.

Zij zullen te dien einde hare toetreding moeten te kennen geven aan de contracteerende Mogendheden, door middel van eene schriftelijke kennisgeving, gericht tot de Nederlandsche Regeering en door deze aan alle andere contracteerende Mogendheden medegedeeld.

Artikel 14.

Mocht het gebeuren, dat eene der Hooge Contracteerende Partijen het tegenwoordig Verdrag zoude opzeggen, dan zou deze opzegging eerst van kracht worden één jaar na de schriftelijke kennisgeving tot de Nederlandsche Regeering gericht en door deze onmiddellijk aan alle andere contracteerende Mogendheden medegedeeld.

Die opzegging zal slechts van kracht zijn ten aanzien van de Mogendheid, die haar heeft gedaan.

Ter oirkonde waarvan de Gevolmachtigden het tegenwoordige Verdrag hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage, den negen en twintigsten Juli achttienhonderd negen en negentig, in een enkel exemplaar, hetwelk nedergelegd zal blijven in het archief der Nederlandsche Regeering en waarvan voor eensluidend gewaarmerkte afdrukken langs diplomatieken weg aan de contracteerende Mogendheden zullen worden overgemaakt.

(Zie de onderteekeningen onder den tekst van het Verdrag.)

Behoort bij het Besluit van den 21n. November 1900, No. 747, (P. B. No. 34).

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

DÉCLARATION.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances répréséntées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersburg du $\frac{\text{29 Novembre}}{\text{11 Décembre}}$ 1868.

Déclarent:

Les Puissances contractantes consentent, pour une durée de cinq ans, à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons ou par d'autres modes analogues nouveaux.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pouront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produrait ses effets qu'un an après la notification faite par écrite au Governement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne :
MÜNSTER DERNEBURG.
Pour l'Autriche-Hongrie :
WELSERSHEIMB.
OKOLICSANYI.
Pour la Belgique :
A. BEERNAERT.
Cte. De GRELLE ROGIER.
Chr. DESCAMPS.
Pour la Chine :
YANG YÜ.
Pour le Danemark :
F. BILLE.
Pour l'Espagne :
El Duque DE TETUAN.
W. R. DE VILLA URRUTIA.
ARTURO DE BAGUER.
Pour les Etats-Unis d'Amérique :
ANDREW D. WHITE.
SETH LOW.
STANFORD NEWEL.
A. T. MAHAN.
WILLIAM CROZIER.
Pour les Etats-Unis Mexicains :
A. DE MIER.
J. ZENIL.
Pour la France :
LEON BOURGEOIS.
G. BIHOURD.
D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.
Pour la Grèce :
N. DELYANNI.
Pour l'Italie :
NIGRA.
A. ZANNINI.
POMPILJ.
Pour le Japon :
I. MOTONO.
Pour le Luxembourg :
EYSCHEN.

Pour le Monténégro:
STAAL.
Pour les Pays-Bas:
V. KARNEBEEK.
DEN BEER POORTUGAEL.
T. M. C. ASSER.
E. N. RAHUSEN.
Pour la Perse:
MIRZA RIZA KHAN, ARFA-UD-DOVLEH.
Pour le Portugal:
Conde DE MACEDO.
AGOSTINHO D'ORNELLAS DE VASCONCELLOS.
Conde DE SELIR.
Pour la Roumanie:
A. BELDIMAN.
J. N. PAPINIU.
Pour la Russie:
STAAL.
MARTENS.
A. BASILY.
Pour la Serbie:
CHEDO MIYATOVITCH.
Pour le Siam:
PHYA SURIYA NUVATR.
VISUDDHA.
Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège:
BILDT.
Pour la Suisse:
ROTH.
Pour la Turquie:
TURKHAN.
M. NOURY.
ABDULLAH.
R. MEHEMMED.
Pour la Bulgarie:
D. STANCIOFF.
Major HESSAPTCHIEFF.

VERTALING.

VERKLARING.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden der Mogendheden vertegenwoordigd op de Internationale Vredesconferentie te s' Gravenhage, te dien einde door hunne Regeeringen behoorlijk gemachtigd,

geleid door de gevoelens, welke hunne uiting hebben gevonden in de verklaring van St. Petersburg van 29 November / 11 December 1868,

Verklaren:

De contracteerende Mogendheden stemmen, voor een tijdperk van vijf jaren, toe in het verbod om, uit ballons of op andere dergelijke nieuwe wijzen, projectielen en ontplofbare stoffen te werpen.

Deze verklaring is slechts verbindend voor de contracteerende Staten, in geval van oorlog tusschen twee of meer hunner.

Zij houdt op verbindend te zijn, zoodra in een oorlog tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet contracteerende Mogendheid zich mocht aansluiten aan een der oorlogvoerenden.

Deze verklaring zal zoo spoedig doenlijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te 's Gravenhage.

Van de nederlegging van iedere akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, kunnen tot deze Verklaring toetreden. Zij hebben, te dien einde, hunne toetreding kenbaar te maken aan de contracteerende Mogendheden, door middel eener geschreven kennisgeving, gericht aan de Regeering der Nederlanden en door deze medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Bijaldien eene der Hooge Contracteerende Partijen deze Verklaring mocht opzeggen, zal die opzegging eerst werken één jaar na de schriftelijke kennisgeving aan de Regeering der Nederlanden, welke door deze onmiddellijk wordt me-

degedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.
Die opzegging werkt slechts ten opzichte van de Mogendheid, welke haar heeft gedaan.

Ter oorkonde waarvan, de Gevolmachtigden deze verklaring hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.
Gedaan te 's Gravenhage den 29 Juli 1899, in enkelvoudig exemplaar, dat nedergelegd zal blijven in de archieven der Nederlandsche Regeering en waarvan gewaarmerkte afdrukken langs diplomatieken weg zullen worden toegezonden aan de contracteerende Mogendheden.

(Zie de onderteekeningen onder den tekst der verklaring.)

Behoort bij het Besluit van den 21n. November 1900, No. 747, (P. B. No. 34).

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

DÉCLARATION.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du $\frac{\text{29 Novembre}}{\text{11 Decembre}}$ 1868,

Déclarent :

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Pnissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressée du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissssances contractantes.

S'il arrivait qu'ne des Hautes Parties Contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci á toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatretre-vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pas-Bas et dont des

copies, certifiées conformes, seront remi ses par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour le Allemagne:
MÜNSTER DERNEBURG.
Pour l'Autriche Hongrie:
WELSERSHEIMB.
OKOLICSANYI.
Pour la Belgique:
A. BEERNAERT.
Cte. De GRELLE ROGIER.
Chr. DESCAMPS,
Pour la Chine:
YANG YÜ.
Pour le Danemark:
F. BILLE.
Pour l'Espagne:
El Duque DE TETUAN.
W. R. DE VILLA URRUTIA.
ARTURO DE BAGUER.
Pour les Etats-Unis Mexicains:
A. DE MIER.
J. ZENIL.
Pour la France:
LÉON BOURGEOIS.
G. BIHOURD.
D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.
Pour la Grèce:
N. DELYANNI.
Pour l'Italie:
NIGRA.
A. ZANNINI.
POMPILJ.
Pour le Japon:
I. MOTONO.
Pour le Luxembourg:
EYSCHEN.
Pour le Monténégro:
STAAL.
Pour le Pays-Bas:
V. KARNEBEEK.
DEN BEER PORTUGAEL.
T. M. C. ASSER.
E. N. RAHUSEN.
Pour la Perse:
MIRZA RIZA KHAN, ARFA-UD-DOVLEH.

Pour le Portugal:
Conde DE MACEDO.
AGOSTINHO D'ORNELLAS DE VASCONCELLOS.
Conde DE SELIR.
Pour la Roumanie:
A. BELDIMAN.
J. N. PAPINIU.
Pour la Russie:
STAAL.
MARTENS.
A. BASILY.
Pour la Serbie:
CHEDO MIYATOVITCH.
Pour le Siam:
PHYA SURIYA NUVATR.
VISUDDHA.
Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège:
BILDT.
Pour la Suisse:
ROTH.
Pour la Turquie:
TURKHAN.
M. NOURY.
ABDULLAH.
R. MEHEMMED.
Pour la Bulgarie:
D. STANCIOFF.
Major HESSAPTCHIEFF.

VERTALING.

VERKLARING.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden der Mogendheden vertegenwoordigd op de Internationale Vredesconferentie te 's Gravenhage, te dien einde door hunne Regeeringen behoorlijk gemachtigd,

geleid door de gevoelens, welke hunne uiting hebben gevonden in de verklaring van St. Petersburg van $\frac{\text{29 November}}{\text{11 December}}$ 1868,

Verklaren:

De contracteerende Mogendheden ontzeggen zich het bezigen van projectielen, welke uitsluitend strekken tot het verspreiden van verstikkende of vergiftige gassen.

Deze verklaring is slechts verbindend voor de contracteerende Staten, in geval van oorlog tusschen twee of meer hunner.

Zij houdt op verbindend te zijn, zoodra in een oorlog tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet contracteerende Mogendheid zich mocht aansluiten aan een der oorlogvoerenden.

Deze verklaring zal zoo spoedig doenlijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te s'Gravenhage.

Van de nederlegging van iedere akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, kunnen tot deze Verklaring toetreden. Zij hebben, te dien einde, hunne toetreding kenbaar te maken aan de contracteerende Mogendheden, door middel eener geschreven kennisgeving, gericht aan de Regeering der Nederlanden en door deze medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Bijaldien eene der Hooge Contracteerende Partijen deze Verklaring mocht opzeggen, zal die opzegging eerst werken één jaar na de schriftelijke kennisgeving aan de Regeering der Nederlanden, welke door deze onmiddellijk wordt medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Die opzegging werkt slechts ten opzichte van de Mogendheid, welke haar heeft gedaan.

Ter oorkonde waarvan, de Gevolmachtigden deze verklaring hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te s'Gravenhage den 29 Juli 1899, in enkelvoudig exemplaar, dat nedergelegd zal blijven in de archieven der Nederlandsche Regeering en waarvan gewaarmerkte afdrukken langs diplomatieken weg zullen worden toegezonden aan de contracteerende Mogendheden.

(Zie de onderteekeningen onder den tekst der verklaring.)

Behoort bij het Besluit van den 21n. November 1900, No. 747, (P. B. No. 34).

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.

DÉCLARATION.

Les soussignés, Plénipotentiaires de Puissances représentées à la Conférence Internationale de la Paix à la Haye, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements,

s'inspirant des sentiments qui ont trouvé leur expression dans la Déclaration de St. Pétersbourg du 29 Novembre / 11 Décembre 1868,

Déclarent:

Les Puissances contractantes s'interdisent l'emploi de balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions.

La présente Déclaration n'est obligatoire que pour les Puissances contractantes, en cas de guerre entre deux ou plusieurs d'entre elles.

Elle cessera d'être obligatoire du moment où dans une guerre entre des Puissances contractantes, une Puissance non contractante se joindrait à l'un des belligérants.

La présente Déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à toutes les Puissances contractantes.

Les Puissances non signataires pourront adhérer à la présente Déclaration. Elles auront, à cet effet, à faire connaître leur adhésion aux Puissances contractantes, au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes dénonçât la présente Déclaration, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après la notification faite par écrit au Gouvernement des Pays-Bas et communiquée immédiatement par celui-ci à toutes les autres Puissances contractantes.

Cette dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et l'ont revêtue de leur cachets.

Fait à la Haye, le vingt-neuf juillet mil huit cent quatre-

vingt dix-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Allemagne :
MÜNSTER DERNEBURG.
Pour l'Autriche-Hongrie :
WELSERSHEIMB.
OKOLICSANYI.
Pour la Belgique :
A. BEERNAERT.
Cte. DE GRELLE ROGIER.
Chr. DESCAMPS.
Pour la Chine :
YANG YÜ.
Pour le Danemark :
F. BILLE.
Pour l'Espagne :
EL Duque DE TETUAN.
W. R. DE VILLA URRUTIA.
ARTURO DE BAGUER.
Pour les Etats-Unis Mexicains :
A. DE MIER.
J. ZENIL.
Pour la France :
LÉON BOURGEOIS.
G. BIHOURD.
D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.
Pour la Grèce :
N. DELYANNI.
Pour l'Italie :
NIGRA.
A. ZANNINI.
POMPILJ.
Pour le Japon :
I. MOTONO.
Pour le Luxembourg :
EYSCHEN.
Pour le Monténégro :
STAAL.
Pour les Pays-Bas :
v. KARNEBEEK.
DEN BEER PORTUGAEL.
T. M. C. ASSER.
E. N. RAHUSEN.

Pour la Perse :
MIRZA RIZA KHAN, ARFA-UD-DOVLEH.
Pour la Roumanie :
A. BELDIMAN.
J. N. PAPINIU.
Pour la Russie :
STAAL.
MARTENS.
A. BASILY.
Pour la Serbie :
CHEDO MIYATOVITCH.
Pour le Siam :
PHYA SURIA NUVATR.
VISSUDDHA.
Pour les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège :
BILDT.
Pour la Suisse :
ROTH.
Pour la Turquie :
TURKHAN.
M. NOURY.
ABDULLAH.
R. MEHEMMED.
Pour le Bulgarie :
D. STANCIOFF.
Major HESSAPTCHIEFF.

VERTALING.

VERKLARING.

De ondergeteekenden, Gevolmachtigden der Mogendheden vertegenwoordigd op de Internationale Vredesconferentie te 's Gravenhage, te dien einde door hunne Regeeringen behoorlijk gemachtigd,

geleid door de gevoelens, welke hunne uiting hebben gevonden in de verklaring van St. Petersburg van $\frac{\text{29 November}}{\text{11 December}}$ 1868,

Verklaren :

De contracteerende Mogendheden ontzeggen zich het bezi-

gen van kogels, die in het menschelijke lichaam gemakkelijk zich uitzetten of plat worden, zooals kogels met harden mantel, waarvan de mantel de kern niet geheel dekt of van insnijdingen voorzien is.

Deze verklaring is slechts verbindend voor de contracteerende Staten, in geval van oorlog tusschen twee of meer hunner.

Zij houdt op verbindend te zijn, zoodra in een oorlog tusschen contracteerende Mogendheden, eene niet contracteerende Mogendheid zich mocht aansluiten aan een der oorlogvoerenden.

Deze verklaring zal zoo spoedig doenlijk worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd te 's Gravenhage.

Van de nederlegging van iedere akte van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt, waarvan een gewaarmerkte afdruk langs diplomatieken weg zal worden overgemaakt aan alle contracteerende Mogendheden.

De Mogendheden, die niet onderteekend hebben, kunnen tot deze Verklaring toetreden. Zij hebben, te dien einde, hunne toetreding kenbaar te maken aan de contracteerende Mogendheden, door middel eener geschreven kennisgeving, gericht aan de Regeering der Nederlanden en door deze medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Bijaldien eene der Hooge Contracteerende Partijen deze Verklaring mocht opzeggen, zal die opzegging eerst werken één jaar na de schriftelijke kennisgeving aan de Regeering der Nederlanden, welke door deze onmiddellijk wordt medegedeeld aan al de andere contracteerende Mogendheden.

Die opzegging werkt slechts ten opzichte van de Mogendheid, welke haar heeft gedaan.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden deze verklaring hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's Gravenhage den 29 Juli 1899, in enkelvoudig exemplaar, dat nedergelegd zal blijven in de archieven der Nederlandsche Regeering en waarvan gewaarmerkte afdrukken langs diplomatiéken weg zullen worden toegezonden aan de contracteerende Mogendheden.

(Zie de onderteekeningen onder den tekst der verklaring).

Behoort bij het Besluit van den 21n. November 1900, No. 747, (P. B. No. 34).

De Gouvernements-Secretaris,
C. C. J. VAN ROMONDT.